

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 09 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER SAVOIE

Lieu-dit Groba
73220 Val-d'Arc

Références : 20240618-RAP-ExcoffierRecyclage-Aiguebelle-Inspection
Code AIOT : 0010700007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement EXCOFFIER SAVOIE implanté Lieu-dit Groba 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER SAVOIE
- Lieu-dit Groba 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Excoffier Recyclage exploite le site de Val d'Arc qui était autrefois exploité par la société Peronnon, qui était une SARL, régulièrement autorisée par arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001, à exercer une activité de récupération de ferrailles, de tri et transit de déchets industriels banals et de négoce de gaz. Cette société a été rachetée en mai 2012 par la société Excoffier Recyclage. Un arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014 a actualisé le classement des activités du site, notamment pour l'exercice d'une activité de récupération de ferrailles, de tri et transit de déchets industriels banals et de négoce de gaz.

Cet établissement d'une surface totale de 27 000 m², sur un terrain tout en longueur, est situé à

l'écart de toute habitation. Il est exploité au quotidien par 3 personnes.

Précisons que depuis 2016 le site a été agrandi suite à l'acquisition d'une parcelle contiguë de 5800 m², destinée à accueillir les bureaux de l'entreprise, un nouveau pont bascule et une zone de parking et d'entreposage des bennes vides de l'entreprise. Précisons qu'aucune activité susceptible d'être classée au titre des ICPE n'est menée sur cette parcelle.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Déchets
- Effluents liquides
- Moyens de secours

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|---|
| 3 | Effluents liquides : VLE et Analyses EP | Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2-4-6 | Délai de 3 mois pour le respect des VLE |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative : volumes des activités | AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1 | Sans objet |
| 2 | Traitement des effluents liquides | Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2-4-2-2 | Sans objet |
| 4 | Moyens de secours incendie | Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2-6-3-2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, d'identifier les causes relatives aux dépassements constatés et de faire part des dispositions engagées pour assurer le respect des VLE des rejets des effluents liquides du site.

Sous un délai de 3 mois, il justifiera du respect des VLE par la transmission d'un rapport d'analyses contradictoire.

Enfin, l'exploitant a fait part d'un projet de réaménagement du site pour répondre à ses besoins ainsi qu'à la problématique bruit en cours. Nous lui demandons de transmettre, en temps voulu, un dossier de porter à connaissance du préfet concernant les éventuelles évolutions des conditions d'exploitation et notamment la modification de la pondération des différents déchets présents ou traités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

| | | | |
|--|--|---|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1 | | | |
| Thème : Risques chroniques, volume des activités | | | |
| Prescription contrôlée : Classement et volume des activités | | | |
| Constats : Les activités autorisées sont visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014. Les volumes d'activité respectent aussi les limites autorisées par les arrêtés précités : | | | |
| Rubrique/régime | Activité | Niveau autorisé sur le site | Niveau constaté sur site le jour de l'inspection |
| 2713-1/ E | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non-dangereux. | Surface occupée : 27000 m² | L'exploitant traite environ xxx tonnes de déchets métalliques par mois. La surface occupée est celle dédiée de 27000 m² |
| 2791-1/ A | Installation de broyage de déchets non dangereux 1 – la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t | Quantité de déchets traités : 10 t/jour - presse à cartons - presse à ferraille | - Pas d'activité de presse à cartons actuellement - l'activité pour paqueter la ferraille est exercée au maximum à raison de 3 jours par mois. Le seuil des 10t/jour n'est pas atteint |
| 2718-1/ A | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux | Transit de batteries, la quantité maximale susceptible d'être présente sur le site étant de 10 tonnes. | Environ 4 tonnes au total présent sur site |
| 2714-2/ D | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. | Quantités maximales sur site : bois, plastiques, papiers, cartons : 110 m³ | - pas de stockage de déchets bois sur site, - 2 bennes de 35 m³ de papiers, - 2 bennes de 35 m³ de cartons sur site |
| 2716-2/ D | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux non-inertes. | Volume maximal de déchets dans l'installation : 110 m³, répartis comme suit : déchets en mélange (bois, papiers, cartons, plastiques et refus de tri) | DIB en mélange en attente de tri en fosse : 90 m³ au total |
| 1418-3/ D | Stockage d'acétylène | Quantité maximale entreposée : 140 kg | Plus de dépôt d'acétylène sur site |
| 2710/ 1 NC | Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets | La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieure à 1 tonnes | Rubriques intégrées au classement pour permettre un apport occasionnel de des usagers. Ces déchets se retrouvent mélangés aux déchets autorisés dans les rubriques susvisées |
| 2710-2/ NC | Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets | La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieure à 100 m³ | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | |

N° 2 : Traitement des effluents liquides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2-4-2-2 |
| Thème : Risques chroniques, Effluents liquides : traitement |
| Prescription contrôlée : Articles 2-4-2-2 de l'AP du 10/12/2001 L'arrêté impose que les eaux susceptibles d'être polluées transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées au milieu naturel. Ce dispositif de traitement doit, en outre, être entretenu régulièrement. |
| Constats : Il a été constaté la présence de 2 séparateurs à hydrocarbures sur le site, à savoir : - le séparateur historique mentionné dans l'arrêté préfectoral du 10/12/2001, - un autre séparateur à hydrocarbures pour l'aire de distribution de carburant présente sur site, qui a été installé il y a environ 2 ans. Les séparateurs de la plateforme sont curés 2 fois par an. L'exploitant a transmis le justificatif relatif au dernier entretien des séparateurs, au pompage du puits d'infiltrations et au nettoyage des canalisations du site, qui a été réalisé le 31 mars 2024 par la « société Girod Environnement Services ». Le précédent entretien avait été réalisé le 12 octobre 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Effluents liquides : VLE et Analyses EP

| |
|---|
| Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">Article 2-4-6 de l'arrêté Préfectoral du 10/12/2001Article 32 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998Article 17 de l'arrêté ministériel du 6/06/2018 |
| Thème : Risques chroniques, Effluents liquides : VLE et Analyses annuelles EP |
| Prescription contrôlée : Bien que ce ne soit pas prescrit dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant fait réaliser régulièrement un contrôle des effluents en sortie du dispositif déshuileur. L'article 2-4-6 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001, prescrit des valeurs limites d'émissions, uniquement pour les hydrocarbures (10 mg/l), les MES (35 mg/l) et le PH (entre 6 et 8). |
| Constats : Dans le dernier résultat d'analyses daté du 2 avril 2004 réalisé par SAVOIE LABO, les paramètres suivants, pris dans l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, applicable pour les sites de transit/regroupement des déchets métalliques, soumis au régime à enregistrement sous la rubrique 2713, sont analysés : AOX, Cyanures, DCO, hydrocarbures totaux, indice phénol, MES, PH, fluorures, Métaux totaux, 16 HAP. Les résultats d'analyses qui nous ont été présentés en séance, font état d'un dépassement de concentration sur les paramètres suivants : - matières en suspension : 510 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l dans l'AP de 2001 - PH : 8,9 pour une VLE maximale fixée à 8 dans l'AP de 2001 Les VLE de l'Aluminium (16 mg/l) et du Fer Total (22 mg/l) semblent également élevées par rapport à la valeur seuil Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) fixée à 5 mg/l à l'article 32-3 de l'AM modifié du 2/2/1998. |
| Type de suites proposées : Demande d'action corrective |
| Suite donnée : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, d'identifier les causes relatives aux dépassements constatés et de faire part des dispositions engagées pour assurer le respect des VLE des rejets des effluents liquides du site. Sous un délai de 3 mois, il justifiera du respect des VLE par la transmission d'un rapport d'analyses contradictoire. |

N° 4 : Moyens de secours incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2-6-3-2 |
| Thème : Risques accidentels, moyens lutte incendie |
| Prescription contrôlée : 2-6-3-2- Matériel de lutte contre l'incendie Le site dispose de 25 extincteurs répartis sur le site. Ces derniers ont été vérifiés le 30/10/2013. Un poteau incendie est également présent aux abords du site. Par contre, aucune précision ne nous a été apportée quant à sa capacité à assurer un débit de 60 m ³ /h pendant 2 heures. |
| Constats : Le site dispose du nombre requis d'extincteurs fixes et mobiles répartis sur le site. Ces derniers ont été vérifiés en août 2023 par Eurofeu. Un poteau incendie est également présent aux abords du site. Selon l'exploitant, le poteau incendie dispose d'un débit de 81 m ³ /h pendant 2 heures. |
| Type de suites proposées : Sans suite |